

Retour sur la vague d'actions contre l'empire Bolloré, aucun secteur épargné

Alors que ce dimanche 2 février dans le Finistère, des centaines de personnes se sont retrouvées pour un grand bal antifasciste au pied du manoir de Bolloré dans son fief historique de Fouesnant, voici une lère synthèse de la vague d'actions contre l'empire Bolloré :

Pendant 5 jours, à l'appel d'une centaine d'organisations, de multiples sites de l'empire Bolloré à travers la France et la Belgique ont été visités, visibilisés, fermés, perturbés, repeints, détournés, désarmés... Au total, plus de 70 surgissements ; aucun des secteurs clés de cet empire – extractivisme et énergies fossiles, agro-industrie néocoloniale, industries techno-sécuritaires, conglomérat médiatique et culturel – n'a été épargné.

Une belle vidéo de récap de ces 5 journées de mobilisation entre le 29 janvier et le 2 février :

A lire aussi ici avec les liens vers les articles détaillés et photos

: <https://desarmerbollore.net/news/retour-sur-la-vague-daction>

Les entreprises de production d'outils de contrôle et de traçage, regroupés au sein de l'entité Blue Systems du groupe Bolloré, ont été visées à Nantes, ainsi qu'à Besançon où l'engagement de l'entreprise IER dans les outils de renforcement des frontières a été dénoncée par de jeunes migrant.es. Le site Easier de Wavre en Belgique a, quant à lui, été largement désarmé et ses ordinateurs et

appareillages mis hors d'usage.

La collusion avec la recherche publique et les intérêts privés de Bolloré a été dénoncée par des rassemblements à Montpellier où le Cirad travaille sur l'amélioration génétique de palmiers à huile main dans la main avec la Socfin. Cette dernière incarne le pire de l'industrie néocoloniale et est visée par de nombreuses procédures judiciaires et ONG pour ses exactions. Cette collusion a également été dénoncée à Grenoble où l'université cautionne des activités extractivistes de lithium en mettant des fonds publics au service de la R&D de Blue Solutions qui prospère sur la croissance exponentielle de la production de batteries.

Les entrepôts pétroliers de Bolloré Energy ont été ciblés à Strasbourg, dans le Loiret, dans la Nièvre ou aux environs de Poitiers par une marche carnavalesque clôturée par un plumage en règle du milliardaire carbo-fasciste.

La mainmise politique de Bolloré sur les médias a été dénoncée au cours d'une action menant à la fermeture provisoire de son nouveau jouet : l'Ecole Supérieure de Journalisme de Paris (ESJ Paris) ou via le cadenassage de Prisma Media. Son emprise croissante sur la production culturelle a été mise en cause par des interventions devant les locaux de Hachette Livre à Vanves, de Larousse et Fayard à Paris et de Lelivrescolaire.fr à Lyon. Des blocages, happenings et poses de dizaines de milliers de marque-pages ont eu lieu dans les enseignes Relay, partout en France, où ses livres et journaux sont justement écoulés. Ce sont ses outils de propagande, via son agence de pub BETC, qui ont été pointés à Pantin, alors que 300 panneaux publicitaires étaient détournés par des affiches anti-bolloré à Tours et que la tour crayon à Lyon arborait samedi soir un message géant projeté au laser « Boycott Bolloré ». Des lieux de culture détenus par Bolloré ont été visibilisés comme l'Arkea Arena à Bordeaux. Des professeures et parents d'élèves ont, de leur côté, diffusé une tribune invitant à s'organiser pour ne pas laisser les

livres scolaires au main de Bolloré. A Angoulême, pendant le rdv international de la BD, le carnaval des luttes interdit a empli les stands et BDs de plus de 20 000 marque-pages anti-bolloré et en soutien aux éditions indépendantes, avant de repeindre le Quick, sponsor emblématique de la dérive marchande du festival.

La fronde a aussi touché quelques unes des luxueuses propriétés de Bolloré, payées par l'exploitation effrénée des êtres humains et la dégradation continue des territoires sur plusieurs continents. Le château Clarisse à Saint Emilion, aux environs de Bordeaux, dont Bolloré détient 40%, a été la destination d'une balade antifasciste. L'hôtel où Bolloré loge régulièrement les militants néo-nazis à qui il fait garder l'île du Loc'h a été assailli et redécorée par les manifestant.es lors du bal de Fouesnant. La coalition « Levons les voiles » en a profité pour annoncer que son armada navale en vue de libérer l'archipel des Glénan de la bollosphère aurait lieu le 24 mai prochain. Le rendez-vous est pris !

À Reims, Marseille, Bordeaux, Lyon, Besançon, Nancy, Toulouse, et ailleurs... des rassemblements populaires ont eu lieu au coeur des villes pour informer sur Bolloré, constituer des contre-pouvoirs, lui affirmer qu'il n'est définitivement pas le bienvenu dans nos quartiers et faire primer la solidarité sur les discriminations racistes, sexistes ou homophobes.

Tout au long du weekend, de nombreuses initiatives antifascistes individuelles ou collectives (collages, marque pages, flyers, etc), visibles sur la carte des actions et le live du weekend, sont venues renforcer les actions publiques et témoignent qu'une lame de fond anti-Bolloré se constitue à travers les territoires.

L'empire du pire ne peut plus cacher ses méfaits. La croisade méthodique de Bolloré pour un nouvel ordre réactionnaire, climaticide est claire. Avant de viser, il faut pointer.

L'implantation de ses activités sous leurs diverses formes et firmes est désormais connue. L'impunité est terminée. Nous allons continuer à désarmer Bolloré et la menace fasciste.

Des articles détaillés sur l'ensemble des actions menées pendant ces 5 jours et argumentaires critiques sur les différents secteurs d'activités de l'empire Bolloré ainsi qu'une carte des sites sont disponibles sur le site desarmerbollore.net

Vous pouvez nous envoyer vos compte-rendus d'actions et rendez-vous anti-bolloré à <[desarmerbollore\(a\)riseup.net](mailto:desarmerbollore(a)riseup.net)>, vous abonnez vous au Compte insta de la campagne : @campagnebollore.